



**Fermeture de Château-Landon, La Chapelle la Reine et... St Fargeau-Ponthierry :
après l'emploi, après les horaires d'ouverture,
désormais les fermetures !**

Le 2 juin, l'administration nous a convié à 2 réunions : la première concernait le fonctionnement des CAP Locales et faisait suite à la demande de Solidaires Finances Publiques. L'administration a profité de notre venue à la Direction pour nous convier à une 2ème réunion, réunion d'informations concernant les fermetures de 3 trésoreries locales.

L'administration nous avait déjà informé pour 2 d'entre-elles mais ce n'est que fin avril que le couperet est réellement tombé en annonçant aux organisations syndicales la fermeture des 3 trésoreries dont la surprise de St FARGEAU. Il faut également ajouter la perspective de la fermeture de la Recette des Finances de MEAUX dont les missions sont transférées en grande partie à la Direction de MELUN.

NON aux fermetures de Trésoreries !

Pour sa part, Solidaires Finances Publiques conteste les suppressions de Trésoreries que le gouvernement et l'Administration organisent de longue date avec la baisse des moyens budgétaires et surtout la baisse des moyens en personnels. Elles constituent un recul indéniable du service public avec une perte de proximité avec les usagers. C'est notamment ce que nous avons dénoncé aux usagers lors de l'action du 19 mai à la Cité de MELUN, c'est également ce que nous avons dénoncé à la presse sur notre communiqué pour cette action.

Lors de la réunion du 2 juin, l'administration ne l'a pas nié mais s'appuie sur le développement des relations dématérialisées avec les usagers pour maintenir la qualité du service. Solidaires Finances Publiques conteste cette vision qui n'a comme seul but que de réaliser des économies budgétaires. Solidaires revendique clairement une administration à visage humain qui correspond aux attentes des concitoyens comme en témoigne la réception physique quel que soit le lieu du territoire département. A cela, Solidaires a ajouté la désertification du sud du département et l'éloignement de notre administration contrairement au soutien attendu des élus locaux surtout dans cette période de baisse budgétaire de leur dotation de fonctionnement.

Si pour Chateau Landon et la Chapelle la Reine, ce n'est pas une surprise, la suppression du site de St Fargeau s'explique par la nouvelle carte intercommunale à compter du 01 01 2016. Elle ajoute que ce n'est qu'un projet émanant du Ministre (bien avancé, tout de même !!) qui doit passer par l'avis de la Préfecture et de l'Inspecteur Départemental des Finances avant de passer par les instances officielles de la DDFIP (CHSCT et CTL). L'administration nous précise également être en cours de consultation des élus, à commencer par les « grands » (députés, sénateurs, et maires des villes concernés) et envisager une information à tous les maires concernés.

L'administration nous a ensuite évoqué la perspective de fermeture au 01 01 2016 avant d'aborder les points sur la gestion des personnels.

Et concernant les agents...

L'administration nous a fait part de visites effectuées sur chaque site afin d'informer et d'entendre les demandes des agents. Tout en rappelant les règles de gestion qui s'appliquent dans ce cadre, elle a précisé qu'elle étudierait les désidératas de chaque agent. Elle a enfin fait miroiter les primes de restructuration mises en place en 2009 et qui s'appliquent en cas de déménagement de structure ou/et suppression de service.

Solidaires Finances Publiques, qui a également rencontré tous les agents, a dénoncé la double peine dont ils sont victimes : la suppression de leur site et l'impossibilité de participer à un mouvement d'affectation nationale. Nous avons donc demandé le report des suppressions de trésoreries aux 01 09 2016 afin que les agents puissent participer au prochain mouvement. Face au refus catégorique, Solidaires s'est insurgé sur le fait que les agents subissent la suppression inadmissible de leur site sans autre possibilité. **Nous avons persévéré pour que les agents « prennent rang » en ouvrant cette possibilité au mouvement complémentaire de mars 2016, ce qui serait un moindre mal. Cette perspective est à l'étude... à suivre donc, mais Solidaires ne lâchera pas !!!!!**

Concernant la prime, les conditions d'attribution sont telles que peu sont concernés : d'office, les EDR, les ALD, les détachés (suivant le cas), sont écartés. Seuls les titulaires de leur poste peuvent en bénéficier à condition tout de même qu'ils restent un an sur leur nouveau poste.

Solidaires Finances Publiques continue à s'opposer à ces fermetures. Nous nous adresserons rapidement aux élus et à la presse. On ne lâchera rien!

En bref...en bref... en bref...

Calendrier social 2ème semestre

16/06 : GT horaires ouverture, EPSMS, PCR
19/06 : Assemblée Générale Solidaires
22/06 : CDAS
23/06 : prépa CAPL Mutation C
25/06 : prépa CAPL notation C et B
26/06 : CAPL (mouvement des C)+ prépa CTL
29/06 : GT CHSCT
30/06 : CAPL notation B
02/07 : CTL (FORPRO, bilan RH, horaires ouv)
03/07 : CAPL (notation A matin et C après midi)
16/07 : prépa CAPL mut B et A
17/07 : CAPL (mut B et A + ALD, détachés A, B C)
08/07 : CHSCT
09/2015 : CTL suppression des Trésoreries
08/09 : GT CHSCT
17/12 : CAPL mouvement complémentaire

Un plus pour les CAP Locales

A notre demande, la DDFIP nous a réuni pour faire le point sur les règles à l'occasion du nouveau mandat des élus.

Solidaires a souligné le rôle prépondérant des CAP Locale d'appel de notation et a demandé au président d'assumer pleinement son impartialité.

Pour les affectations, les documents préparatoires seront plus lisibles et les représentants des personnels seront informés des affectations des ALD et des détachés.

Enfin, Solidaires a demandé que les PV soient plus détaillés dans l'intérêt d'éventuelles suite nationales.

A surveiller donc...

PCR PROVINS : une mobilisation payante

Depuis l'annonce de la création du PCR, les agents des cellules CSP de Provins ont fait part de leur opposition à rejoindre ce service, ont persévéré et sont demeurés mobilisés... jusqu'à être entendus.

Dans leur combat, Solidaires les a accompagnés et soutenus, reprochant à l'administration de créer un PCR sans savoir ce que les agents allaient y faire et comment ils allaient s'organiser. A ce jour, nous ne le savons toujours pas...

Quant aux agents de la cellule CSP, ils ont subi pressions et manœuvres jusqu'à la menace d'un détachement d'office sans défaillir pour autant.

Solidaires s'en était insurgé notamment le 2 juin en précisant que nous ne lâcherions pas. La lutte a payé : aucun détachement ne sera opéré.

